

**MARCHÉ PUBLIC RELATIF A LA DÉSIGNATION
D'UN OPÉRATEUR ECONOMIQUE CHARGÉ DE
L'INFOGÉRANCE DU PARC INFORMATIQUE ET
DES SYSTÈMES D'INFORMATION EXPLOITÉS PAR
LA RTM**

RTM/2026.6/INFOGÉRANCE

Ce document décrit le déroulement de la procédure et explique comment le candidat doit répondre

A lire attentivement

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

PROCEDURE ADAPTEE

Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :
20 JUILLET 2026 12h00 (heure de Martinique).

ENTITE ADJUDICATRICE :

REGIE DES TRANSPORTS DE MARTINIQUE
CENTRE TECHNIQUE DES TRANSPORTS
RUE FERREMENTS
97200 FORT DE FRANCE

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ARTICLE R.2191-60 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : LE DIRECTEUR GENERAL

Table des matières

PREAMBULE.....	4
Article premier : Objet de la consultation	5
Article 2 : Décomposition de la consultation et forme du groupement	5
Article 3 : Conditions de la consultation.....	6
3.1 - Étendue de la consultation.....	6
3.2 - Durée du Marché	6
3.3.- Délais de livraison	6
3.3 - Délai de validité des offres.....	6
3.4 - Mode de règlement du marché	6
Article 4 : Présentation des offres	7
4.1 – Documents à produire.....	7
4.2 - Variantes et Options	8
4.2.1 - Variantes	8
4.2.2 – Option :	8
Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres.....	8
Article 6 : suites données a la consultation	10
6.3 Procédure infructueuse	10
Article 7 : Conditions d’envoi ou de remise des offres.....	10
Article 8 : Renseignements complémentaires	12
Article 9 : Droit applicable, juridiction compétente et voies de recours.....	12

PREAMBULE

La Régie des Transports de Martinique (RTM) établissement public à caractère industriel et commercial, est un opérateur de transport de personnes qui exploite les deux lignes du TCSP de la Martinique.

L'établissement public a également la charge :

- de l'animation commerciale du réseau urbain du Centre de la Martinique et des réseaux urbains du Nord de la Martinique ;
- de la régulation et la supervision du réseau urbain du Centre de la Martinique et des réseaux urbains du Nord de la Martinique ;
- de l'entretien et la réparation des bus affectés au réseau urbain du Centre de la Martinique et des réseaux urbains du Nord de la Martinique ;

La RTM gère l'ensemble des systèmes d'information et des équipements dédiés à l'accomplissement de ces missions.

Aussi et afin de garantir une bonne qualité du service aux utilisateurs et aux usagers, afin de pérenniser l'efficience et la sécurité des systèmes d'information, la RTM envisage la conclusion d'un marché public aux fins de désignation d'un opérateur économique chargé de la réalisation de prestations d'infogérance de son parc informatique et de ses systèmes d'information.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet de la consultation

La présente procédure concerne :

MARCHÉ PUBLIC RELATIF A LA DESIGNATION D'UN OPERATEUR
ECONOMIQUE CHARGE DE L'INFOGERANCE DU PARC INFORMATIQUE ET DES
SYSTEMES D'INFORMATION EXPLOITES PAR LA RTM

Dans le cadre de ses activités de transport urbain la RTM, cette dernière envisage de conclure un marché public, pour la désignation d'un opérateur économique en vue de la fourniture de prestations d'infogérance sur le parc informatique et les systèmes d'information exploités par la RTM.

ARTICLE 2 : DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION ET FORME DU GROUPEMENT

Décomposition en tranches

Le présent marché ne fait l'objet d'aucune décomposition particulière.

Conditions de participation des soumissionnaires – groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent soumissionner sous la forme d'une entreprise unique ou sous forme de groupement d'entreprises avec un mandataire unique.

L'entité adjudicatrice n'exige aucune forme juridique déterminée au stade de la remise des candidatures et des offres.

L'entité adjudicatrice n'exige aucune forme juridique déterminée à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter, pour le marché public ou certains de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1°) En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2°) En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, le marché est notifié au seul mandataire.

En cas de groupement, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'entité adjudicatrice l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'entité adjudicatrice, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'entité adjudicatrice se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'elle a définies.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Étendue de la consultation

La présente procédure adaptée est au respect des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à 8 du code de la commande publique (C.C.P.)

3.2 - Durée du Marché

Le présent marché débute à compter de sa notification régulière au titulaire pour prendre fin le jour de l'anniversaire de la notification. Le présent marché est reconductible deux fois pour la même période ; la durée globale du présent marché reconductions incluses ne saurait dépasser trois (3) ans

3.3.- Délais de livraison

Les délais de livraison sont ceux indiqués par le candidat dans son offre ainsi qu'à l'article B6 de l'acte d'engagement (ATTRI 1 modifié).

3.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

3.4 - Mode de règlement du marché

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes sur la plateforme Chorus Pro et acceptées par l'entité adjudicatrice.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>

Avant de pouvoir télécharger le dossier de consultation des entreprises, les candidats doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme ;
- s'identifier.

Les personnes téléchargeant le dossier de consultation des entreprises seront particulièrement attentives à bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse pourra être utilisée par la RTM pour les informer des éventuelles modifications du dossier.

La validité de cette adresse électronique déclarée est de la responsabilité du candidat.

Le dossier de consultation des entreprises pourra être téléchargé en format compressé ZIP.

Pour accéder aux documents, les candidats doivent disposer des utilitaires permettant de lire les fichiers suivants :

- format compressé “.ZIP”,
- format PDF d'ACROBAT,

Des liens vers des outils ZIP et des visionneuses gratuits sont disponibles sur la plateforme à cet effet dans la rubrique Téléchargements.

En cas de problème technique, contacter l'Assistance de la plateforme Marchés sécurisés au 04 92 90 93 27

Les offres des concurrents présentées sous forme de dossier, seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

4.1 – Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

A) Les déclarations, certificats et attestations suivantes :

- La lettre de candidature (DC1)
- La déclaration du candidat volet 1 (DC2)
- Une déclaration sur l'honneur du candidat datée et signée par une personne dûment habilitée pour engager le candidat, pour justifier qu'il est en règle notamment au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

B) Les références et/ou qualifications de leur entreprise ;

- la liste de références des prestations similaires, sur les trois dernières années.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'entité adjudicatrice constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 8 jours.

C) Un projet de marché comprenant :

- un acte d'engagement et son annexe financière, signés et paraphés
- le cadre de réponse à compléter
- un cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- un cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- un mémoire technique formalisant les annexes A et B telles que définies à l'article 5 du présent document.

4.2 - Variantes et Options

4.2.1 - Variantes

Les variantes ne sont pas admises

4.2.2 – Option :

Il n'est pas prévu d'options

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux du Code des marchés publics.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Références professionnelles du candidat dans le secteur marchand Garanties et capacités financières

Les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées au sens des dispositions des articles L2152-1 à L2152-4 du code de la commande publique, seront éliminées.

1. Sera regardée comme **irrégulière** toute offre ne remplissant pas les conditions imposées par le présent règlement de la consultation et tout particulièrement :

- l'offre remise sans mémoire technique détaillé explicitant les sous critères de la valeur technique tels que notamment repris dans les annexes A (à savoir les Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations) et B (à savoir le Document technique précisant les délais, détails et modalités d'intervention, modalités de prise de contrôle à distance des appareils, moyens et outils de déclarations et suivis des incident et les mesures de réversibilité entrantes et sortantes et plus précisément l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.1.3 du CCTP)
 - l'offre remise sans indication des prix et des délais,
 - l'offre remise sans le cadre de réponse rempli
 - l'offre remise avec des délais d'exécutions supérieurs au délais maximaux fixés par l'entité adjudicatrice.
2. Sera regardée comme **inacceptable** l'offre dont le prix global hors taxes dépassera la somme de 415.000 euros
3. Sera regardée comme **inappropriée** l'offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'entité adjudicatrice, formulés dans les documents de la consultation

Les critères retenus pour le jugement des offres seront , par ordre d'importance relative décroissante, les suivants :

- L'organisation mise en place par le candidat afin de répondre aux besoins de la RTM (23 points)
- La solution de prise en main à distance (17 points)
- La présentation d'un modèle de rapport d'activité mensuel reprenant les éléments mentionnés au 3.1.3 du CCTP (5 points)
- Le coût forfaitaire mensuel des services proposés dans le cadre du périmètre initial (20 points) – **DQE**
- Le coût forfaitaire mensuel pour chaque type de prestations d'infogérance récurrentes (15 points) – **"BPU - Prestations récurrentes"**
- Le coût forfaitaire pour chaque type de prestations d'infogérance complémentaires (10 points) – **"BPU - Prestations compléments"**
- Le coût forfaitaire horaire pour chaque type de prestations d'infogérance en mode projet (10 points) – **"BPU - Prestations mode projet"**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du soumissionnaire, ce dernier sera invité à confirmer les termes de son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

ARTICLE 6 : SUITES DONNEES A LA CONSULTATION

6.1 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

L'offre qui sera la mieux classée en application des critères de sélection des offres sera retenue à titre provisoire, dans l'attente que le soumissionnaire ayant remis ladite offre produise les attestations et certificats officiels justifiant que le candidat n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, exigés par l'entité adjudicatrice.

Les candidats sont d'ores et déjà avertis que le délai qui sera imparti à l'attributaire pressenti pour produire les attestations et certificats susvisés ne pourra être supérieur à trois (3) jours.

6.2 Déclaration sans suite

En application des dispositions des articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique, l'entité adjudicatrice pourra, à tout moment, déclarer sans suite la présente procédure. Dans ce cas, l'entité adjudicatrice communiquera aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles elle a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

Les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité de quelque sorte.

6.3 Procédure infructueuse

La présente consultation sera infructueuse dans le cas où aucune candidature ou aucune offre ne serait déposée dans les délais prescrits, ou dans le cas où ne seraient déposées que des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du CCP ou que des offres inappropriées au sens de l'article R.2152-4 du même code.

Dans ce cas, l'entité adjudicatrice pourra décider de passer un marché public négocié sans publicité, ni mise en concurrence préalables, comme le prévoit l'article 2122-2 du CCP pour autant que les conditions initiales du marché public ne soient pas substantiellement modifiées.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

7.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :

Les plis contenant les candidatures et les offres devront être remis à l'entité adjudicatrice avant le

20 JUILLET 2026 à 12h00 (heure de MARTINIQUE), délai de rigueur.

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure précitées ne seront pas retenus.

En cas d'envois électroniques successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date et l'heure limite de remise des plis.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis par un même soumissionnaire, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'entité adjudicatrice dans le délai fixé pour la remise des offres.

7.1.1. Conditions de remise des plis

En application de l'article R2151-6 du code de la commande publique, l'entité adjudicatrice impose la transmission des candidatures et des offres **par voie électronique uniquement, à l'exclusion de toute transmission sous support papier.**

En conséquence, toute candidature ou offre qui serait remise selon des modalités différentes de celles imposées par le présent article (notamment qui serait remise sous support papier) sera rejetée et ne sera pas analysée.

Les candidatures et les offres seront donc obligatoirement transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures et des offres.

Si un nouveau pli est déposé par voie électronique par le même soumissionnaire, celui-ci annule et remplace le pli déposé précédemment.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

En cas d'utilisation d'un certificat issu d'une catégorie de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS (cas 1 et 2 ci-dessus) ou équivalent (cas 3 ci-dessus), alors le niveau minimum de sécurité exigé par l'Entité Adjudicatrice est le niveau RGS**.

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PADES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CADES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XADES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Vérification de la signature électronique

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 15 juin 2012.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

⚠ Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

⚠ L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Assistance

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et demandes de renseignements complémentaires, par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, au plus tard six (6) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des offres, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires envoyées en temps utile, sur les documents de la consultation sont transmises aux candidats au plus tard deux (2) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il est rappelé aux candidats qu'il ne sera répondu à aucune question qui serait adressée à l'entité adjudicatrice par une autre voie que celle mentionnée ci-dessus (notamment par courriel, courrier ou oralement).

ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE, JURIDICTION COMPETENTE ET VOIES DE RECOURS

Le droit applicable au présent marché est le droit français. Les recours suivants pourront être introduits devant le tribunal administratif de Fort-de-France :

- Référé précontractuel (articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative) :
 - En cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, les personnes ayant intérêt à conclure le marché objet de la présente consultation et susceptibles d'être lésées par ce manquement peuvent saisir le tribunal administratif de Fort-de-France avant la conclusion du marché.
 - Après la notification de la décision de rejet des offres, l'acheteur l'entité adjudicatrice un délai minimal de 11 jours à compter de la date de notification, ou 16 jours si la notification n'est faite par voie électronique, avant de signer le marché.

▪ Référé contractuel (articles L.551-13 à 23 du code de justice administrative) :

Les personnes qui ont un intérêt à conclure le marché objet de la présente consultation et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles le marché est soumis peuvent saisir le tribunal administratif de Fort-de-France d'un recours en contestation de la validité du marché.

Le référé contractuel ne peut pas être exercé si l'acheteur a respecté le délai de 11 ou 16 jours précité. En outre, si le juge du référé précontractuel a été saisi, le référé contractuel ne peut être exercé si l'autorité délégante n'a pas signé le marché avant la décision du juge précontractuel et s'est conformée à cette décision.

Ce recours peut être formé dans un délai de :

- 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au JOUE, ou
- 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié.